

« Une fermeture immédiate ! »

Ils ne parlaient pas la même langue mais tenaient tous le même discours : hier, à Fessenheim, 3 800 militants antinucléaires, selon la gendarmerie, se sont réunis pour protester contre le maintien de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Près d'une dizaine d'associations trinationales, portant haut banderoles et panneaux, ont répondu hier à l'appel franco-germano-helvétique en faveur de la fermeture de la « vieille grand-mère à bout de souffle », comme l'appellent leurs adhérents. La métaphore désigne la centrale de Fessenheim, la plus ancienne usine française d'énergie nucléaire, construite dans les années 1970.

Le pique-nique et les retrouvailles conviviales côté digue est du grand canal, à proximité de la centrale hydroélectrique, avaient une allure de rassemblement soixante-huitard, sur fond de musique rock ou de musiques du monde. Une ambiance peace and love mais il ne faut pas se fier aux apparences : la rencontre était engagée, les militants arboraient des badges antinucléaires et les discours des Allemands et des Français, venus de différentes régions, étaient là pour le rappeler.

Ils espèrent une « prise de conscience des dirigeants »

CSFR (comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin), Stop Fessenheim, Stop transports, Halte au nucléaire et Alsace nature, les quatre principales associations françaises ont parlé d'une seule et même voix. Elles demandent l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire pour quatre raisons essentielles selon elles : sa vétusté, le fait qu'elle soit construite sur une zone sismique, sa situation à côté du grand canal d'Alsace et parce qu'un tiers seulement de ses combustibles sont changés tous les ans.

S'appuyant sur l'ampleur de la catastrophe de Fukushima et de celle de Tchernobyl, elles espèrent « une prise de conscience des dirigeants face au risque insensé que fait peser l'industrie nucléaire sur les populations ». Et reprennent la philosophie de Théodore Monod qui s'est opposé toute sa vie durant au nucléaire tant militaire que civil. Il avait écrit : « L'énergie nucléaire est une considérable imprudence, où la France s'est lancée à corps perdu... », une phrase plus que jamais d'actualité, selon les antinucéaires.

Au moment des discours, en allemand et en français (les deux langues étant simultanément traduites), tous ont développé les quatre principaux arguments. Il a également été question de la motion baptisée Arrêtons Fessenheim présentée à la commission permanente du conseil régional du 8 avril par Jacques Fernique pour le groupe Europe Ecologie Alsace et par Antoine Homé pour le groupe socialiste et démocrate : « La doyenne des centrales accumule des pannes de plus en plus nombreuses... plutôt que de reporter le problème par une prolongation de dix ans, nous proposons d'engager l'Alsace sur une activité de pointe de dimension internationale : le démantèlement des centrales afin d'anticiper la conversion nécessaire et inévitable du site de Fessenheim. »

La sûreté nucléaire ne s'arrête pas aux frontières

Pour les manifestants, la sûreté nucléaire ne s'arrête pas aux frontières : c'est main dans la main avec toutes les collectivités alsaciennes et en prenant en compte les voisins suisses et allemands que cette question doit être traitée. Ils déplorent le fait que la motion ait été rejetée par Philippe Richert et par l'UMP : « C'est l'intérêt, la sécurité et la modernité énergétique de l'Alsace qui est en jeu », affirment-ils.

VIRGINIE PRUVOT

Toujours dans la lutte antinucléaire

Président fondateur en août 1970 de l'association CSFR, le comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, Jean-Jacques Rettig, de Freconrupt (Bas-Rhin), milite depuis plus de 40 ans.

A l'époque, la traduction allemand-français de textes scientifiques avait éveillé sa conscience de militant antinucléaire.

« Les Allemands avaient déjà intégré les dangers du nucléaire, dit-il. Les politiques, eux, étaient mis au courant et se posaient les questions qui s'imposent aujourd'hui à la lumière des catastrophes nucléaires, mais ils fermaient les yeux. L'accident nucléaire de Three Mile Island en 1979 a marqué le début des antinucléaires. La centrale de Fessenheim venait de se construire et le conseil général du Bas-Rhin a voté à l'unanimité moins une abstention une extension qui devait comporter quatre réacteurs. »

L'âge et le lieu en question

Il explique encore : « Nos différentes manifestations ont permis d'empêcher la construction de douze réacteurs en France et outre-Rhin. À elle seule, la centrale de Fessenheim ne produit que 3 % de la production électrique nucléaire de France ; 17 % sont exportés en Suisse ; 15 % dans les Pays de Bade. »

Pour Jean-Jacques Rettig, le danger vient autant de l'âge de la centrale que de la zone sur laquelle elle est implantée. « En cas de sabotage terroriste, a avoué l'autorité de sûreté nucléaire, la centrale ne résisterait pas au choc. Idem en cas de tremblement de terre, comme celui de 1356 qui a détruit Bâle... »

Le président du CSFR suggère de développer beaucoup plus l'efficacité énergétique (mieux s'isoler, changer ses habitudes, notamment dans l'industrie), de développer les énergies renouvelables comme le vent, le gaz, le soleil ou l'hydraulique...

La première d'une longue série

Pour lui, comme pour beaucoup d'autres porte-parole hier, la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim ne serait que la première d'une longue série. Et c'est sans doute selon lui ce qui justifie le silence de l'Etat et d'EDF sur l'état de cet équipement.

Conseil Municipal de Strasbourg

DNA- adoption à l'unanimité de la motion pour la fermeture de Fessenheim au Conseil Municipal de Strasbourg.

Fait historique : majorité PS-Verts et opposition UMP-Nouveau centre ont voté hier comme un seul homme pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. Portée par les écologistes, cette motion a été adoptée à l'unanimité moins une abstention. Quelques heures après la manifestation haut-rhinoise de dimanche.

Le pari de rassembler toutes les composantes du conseil municipal de Strasbourg sur un même texte était un véritable pari. Même Alain Jund, membre du groupe municipal des élus d'Europe Écologie/les Verts de Strasbourg n'osait guère y croire dimanche soir.

La catastrophe nucléaire survenue le 11 mars dernier à Fukushima, centrale construite la même année que Fessenheim a visiblement fait bouger les lignes. Dès les premières minutes du conseil municipal, Roland Ries annonçait la couleur : le projet de motion déposé par le groupe a été examiné et sera encore « amendé ». Il annonçait du même coup la constitution d'un groupe de travail « pour obtenir une unanimité, si possible ».

Quelques heures plus tard, Alain Jund présentait la motion dans sa version finale. Sans concession, le texte constate que les installations de Fessenheim, qui datent de 1970 « sont frappées d'obsolescence, comme en témoignent ses nombreux dysfonctionnements (fréquence quatre fois supérieure à celle du reste du parc nucléaire français) ». Autre observation : « Les standards de sécurité de l'époque sont aujourd'hui dépassés, pour l'ensemble des spécialistes ».

Les mots ont été soigneusement pesés : « Le déroulement des événements au Japon montre qu'un haut niveau de maîtrise scientifique et technique n'est pas un gage suffisant de sécurité en matière de gestion nucléaire. Or l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ont mis cette année en lumière de nouveaux dysfonctionnements impactant la sécurité des installations ».

Qui plus est, « la centrale de Fukushima devait être fermée pour respecter le délai d'usure matérielle estimé à 30 ans. À la demande de l'opérateur Tepco, les autorités ont accordé un délai d'exploitation supplémentaire de dix ans. »

Conséquence : le texte demande aux autorités compétentes « l'arrêt de la centrale de Fessenheim, sa reconversion en site pilote de recherche-développement qui permettra de mettre en œuvre des savoir-faire et des technologies pionniers, générateurs d'emplois et nécessaires au démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie.

Ainsi que la mise en place et le développement d'un plan de réduction de la consommation d'énergie dans tous les secteurs ».

Robert Grossmann : « Si nous avons été sectaires... »

Robert Grossmann (UMP) reconnaît qu'il a apporté quelques corrections à la motion. « Si nous avons été sectaires, nous n'aurions jamais accepté de travailler sur un texte élaboré par les Verts. »

« Il y a urgence à traiter les centrales vieillissantes, complète Olivier Bitz, président du groupe Socialistes et républicains, conscient que ce choix « n'est pas une question d'experts , mais une question d'acceptation du risque par la population. »

Roland Ries sent poindre « une angoisse ». « Le débat sur le nucléaire sera lancé l'an prochain. La campagne de la présidentielle nous obligera à lancer un débat de fond sur notre politique énergétique ».

On finit par voter. La mention est adoptée à l'unanimité. Moins une abstention : celle de Jean-Charles Quintiliani, élu du groupe Strasbourg au centre.

« Un déclic », pour Alain Jund

Alain Jund savoure sa victoire. « C'est une reconnaissance pour tous ceux qui se sont mobilisés contre le nucléaire. Strasbourg avait une responsabilité particulière de par son statut de capitale européenne. C'est la première grande collectivité alsacienne à franchir le pas. ».

Le porte-parole régional d'Europe Écologie/Les Verts veut y voir « un déclic, un signe politique fort ». Alors qu'une position semblable a été adoptée dans les quinze derniers jours par le Bade-Wurtemberg, les cantons Bâle ville et campagne et la région Franche-Comté. Et rejetée au conseil régional d'Alsace vendredi dernier. Une telle motion devrait être présentée vendredi au conseil de CUS. La balle est dans le camp du gouvernement.

DOMINIQUE DUWIG / DNA